



Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

Iran : Non à la guerre de Trump et Netanyahu, non à l'escalade sans fin contre le droit international !

Depuis octobre 1996 et à plusieurs reprises, Netanyahu a annoncé, y compris devant l'ONU, l'imminence (dans quelques semaines !) de la bombe atomique iranienne. Et vendredi 13 juin 2025, alors que de nombreuses voix contestent que l'Iran puisse se douter à court terme de cette arme, l'État d'Israël a lancé une grande offensive contre ce pays, tuant des responsables mais aussi des scientifiques liés au programme civil et des dizaines de civils.

Ces interventions militaires foulent aux pieds la charte des Nations unies et le droit international. Elles n'ont aucune considération pour les intérêts des peuples. Ces attaques touchent le peuple iranien et créent un risque d'embrasement, mettant en danger les peuples de la région, Israël compris !

Dimanche 22, en bombardant trois sites nucléaires de Fordo, Natanz et Isfahan, les États-Unis de Trump sont officiellement entrés en guerre contre l'Iran aux côtés du gouvernement de Netanyahu.

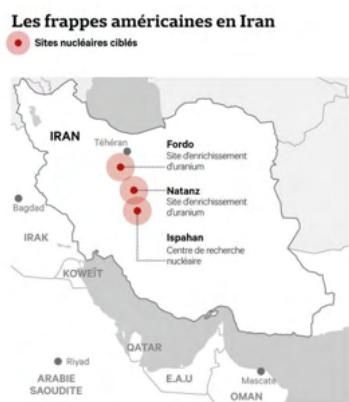
Certains prétendent que cette guerre « préventive » permettra au peuple iranien de se libérer d'un régime tyrannique, alors que l'ingérence étrangère n'a libéré aucun peuple. La Libye et l'Irak en sont des exemples.

L'absence d'une condamnation ferme de la France et de l'UE de ces offensives israélienne et états-unienne, menées en violation flagrante du droit international, signe leur soutien et leur soumission aux visées impérialistes des États-Unis qui cherchent à réaliser leur projet impérialiste de remodelage du Moyen-Orient. Projet dénoncé clairement dans le communiqué conjoint du Parti Toudeh d'Iran et du Parti communiste israélien :

« [...] Israël et les États-Unis, après avoir affaibli l'Irak, la Libye et la Syrie, sont maintenant déterminés à porter un coup à l'Iran. »

Aujourd'hui, le régime n'est plus soutenu que par une couche bureaucratique et sécuritaire et, bravant la répression, les mouvements sociaux en Iran se poursuivent et s'intensifient. Au cours des deux dernières années, des mouvements sociaux remarquables ont eu lieu contre le régime iranien, se manifestant sous forme de centaines de grèves ouvrières, de manifestations quotidiennes à travers le pays, et de la lutte courageuse des femmes iraniennes contre la violation de leurs droits et la répression brutale dont elles sont victimes.

Par ailleurs, Netanyahu cherche à se maintenir au pouvoir, alors que les contestations se faisaient de plus en plus fortes en Israël même sur la poursuite des attaques à Gaza et dans les territoires occupés et la volonté d'empêcher la reconnaissance de l'État de Palestine.



Ces événements exigent de renforcer notre solidarité envers les communistes israéliens et la coalition Hadash, alors que les députés communistes sont sous la menace d'une nouvelle exclusion de la Knesset, et avec les mouvements pour la paix qui s'expriment en Israël. Le peuple israélien est victime des politiques du gouvernement de Netanyahu qui cherche à renforcer son emprise sur l'appareil d'État.

Ces événements exigent aussi de renforcer notre combat pour les droits souverains du peuple palestinien, qui subit les politiques génocidaires, la colonisation et l'apartheid dans les territoires occupés. À Gaza, officiellement, 56 000 morts, dont 15 000 enfants, ont été recensés sur la base de listes de noms bien renseignées. Mais des centaines de familles entières ont été décimées, ensevelies sous les bâtiments détruits. Des chercheurs de Harvard parlent de 377 000 disparus !

Quand Macron va-t-il enfin reconnaître l'État de Palestine, aux côtés de l'État d'Israël ?

L'agroécologie comme projet communiste pour sortir de la dépendance aux produits phytosanitaires

Cette 20e Semaine pour les alternatives aux pesticides (SPAP) se tient dans un contexte très défavorable au progrès environnemental, de la loi d'orientation agricole qui vient d'être promulguée à l'abaissement des normes au sein de la directive Omnibus portée par la Commission européenne. Pour le Parti communiste français, ces choix politiques sont à voir comme un soutien à l'intégration croissante de l'agriculture dans et par le capitalisme agraire alors qu'il y a urgence à transformer notre agriculture. Il est indispensable de protéger nos agriculteurs et l'environnement face à l'ouverture des marchés agricoles. Cela implique de remettre en cause les traités de libre-échange et de porter de nouveaux accords de coopération agricole, pour en finir avec les importations de produits alimentaires provenant de pays qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires et environnementales que celles exigées à nos producteurs.

Une agriculture sous emprise des géants de l'agrochimie Qu'il s'agisse des produits phytosanitaires comme des engrains minéraux ou des antibiotiques, ces moyens de production sont vendus par des grands groupes monopolistes. A titre d'exemple, quatre entreprises (Bayer, Syngenta, Corteva, BASF) se partagent les deux tiers du marché mondial des produits phytosanitaires.

Le recours aux pesticides fait également partie des combinaisons techniques qui contribuent à maximiser les rendements céréaliers. En parallèle, nombre de systèmes de culture sont devenus totalement dépendants aux produits phytosanitaires. L'agrandissement de la taille des parcelles et la simplification des habitats se traduisent par une plus forte exposition aux ennemis des cultures, d'où le besoin accru en moyens de prévention et de lutte.

Les pesticides contribuent aussi à la production de denrées agricoles homogènes et dotées de propriétés conformes à leur transformation à des fins de consommation de masse. Cette dernière est elle-même causée par la volonté du capital de contenir les salaires à un niveau inférieur à ce qui serait nécessaire pour garantir l'accès universel à une alimentation suffisante, saine, équilibrée, choisie, durable et rémunératrice des agriculteurs.

Des pratiques subies avec un résultat désastreux pour l'emploi et l'environnement

De telles pratiques n'ont pas été adoptées par gaieté de cœur : les premières victimes des produits phytosanitaires sont d'abord les agriculteurs et salariés agricoles qui les appliquent.

Le recours à d'importantes quantités de pesticides peut aussi être vu comme une stratégie d'adaptation face à un revenu agricole de plus en plus incertain, car fortement exposé aux fluctuations de prix. Recourir à la chimie pour sécuriser ses rendements n'est autre chose qu'une solution de marché qui se substitue aux filets de sécurité publics garantissant le revenu et les investissements des agriculteurs.



Cette vulnérabilité économique est le résultat direct d'une libéralisation des politiques agricoles et de l'intégration croissante de l'agriculture dans le commerce international. A cela s'ajoutent les effets du dérèglement climatique, engendré lui aussi par des rapports de production capitalistes, augmentant considérablement l'incertitude qui pèse sur les producteurs. Il s'agit inévitablement d'une source de spéculation et de pénuries pour les populations.

Il est temps de rompre avec cette logique mortifère qui, outre les atteintes sur l'environnement et la santé publique, se traduit par une érosion de l'emploi agricole et de moindres créations de valeur ajoutée par unité de travail, surface ou cheptel.

L'agroécologie : une réponse politique et agronomique
Les communistes défendent un projet de rupture basé sur l'agroécologie. Cette logique agronomique repose sur :

l'exploitation des synergies entre espèces et variétés
le bouclage des cycles de l'eau et des nutriments
l'autofourniture des moyens de production
la gestion durable des ressources naturelles.
Ainsi, cette logique associe des mesures de régulation à de nouvelles manières de produire. Elle s'inscrit à contre-courant des dynamiques contemporaines du développement du capitalisme, qui, comme le disait si bien Marx, épouse l'être humain et la nature.

Une transformation systémique de l'agriculture
Le PCF défend donc une transformation systémique de notre agriculture basée sur cinq piliers :

- Organiser l'intervention publique

Suite page 3

Suite de la page 2: L'agroécologie comme projet communiste pour sortir de la dépendance aux produits phytosanitaires

L'intervention publique sur les prix et les volumes assortie d'un régime public d'assurance et de gestion des risques permettraient de sécuriser le revenu du producteur, ce qui ralentirait drastiquement la course contrainte aux rendements et le recours à la chimie préventive. Les communistes défendent également la mise en place d'un grand service public vétérinaire, d'hygiène, de contrôle et de traçabilité qui se chargera, entre autres, de traquer efficacement les résidus de pesticides dans notre alimentation.

- Soutenir les pratiques agroécologiques

De même, les pratiques agroécologiques telles que la réintroduction d'élevage dans des zones céréalières, l'agroforesterie, le maintien des prairies permanentes, l'allongement des rotations, etc. devraient faire l'objet d'aides couplées dédiées.

- Accompagner la sortie des pesticides

Les communistes proposent également d'établir, pour chaque exploitation agricole, un diagnostic précis assorti d'un accompagnement technique et économique pour bâtir un plan individualisé de sortie des produits phytosanitaires conforme à des objectifs de réduction fixés annuellement pour chaque région agricole. De tels plans devraient faire l'objet de financements dédiés, alimentés par une contribution spéciale sur la valeur ajoutée créée par les entreprises d'agroéquipements et agrofournitures.

- Développer l'emploi, la formation et la recherche

Le PCF porte l'objectif de 500 000 agriculteurs en 2030. Cela implique de doubler les fonds de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs avec une attribution tenant compte des critères d'emploi sur l'exploitation, d'éco-conditionnalité et de durabilité avec l'objectif de permettre plus d'une installation pour un départ.

La transformation agroécologique passera également par les programmes scolaires de l'enseignement agricole public, avec la nécessité d'augmenter le temps de formation aux alternatives aux pesticides, ainsi que par un véritable droit à la formation continue tout au long de la vie professionnelle.

De plus, le PCF est intimement convaincu qu'une recherche agronomique publique mieux financée et encore plus indépendante est absolument indispensable pour aider à concevoir, en lien avec les agriculteurs, des systèmes de culture moins dépendants aux produits phytosanitaires.



même pour l'intérêt de renforcer les subventions publiques versées à des réseaux d'agriculteurs (groupements d'agriculture bio, CIVAM etc.) visant à échanger sur ses pratiques, comparer ses résultats et se former entre pairs.

- Financer la transformation agroécologique

Le PCF porte un changement du rôle des banques et la réorientation du crédit bancaire qui étrangle les exploitants agricoles et les pousse au surinvestissement et au productivisme, avec :

un grand plan d'installation des jeunes agriculteurs, assorti de prêts à taux négatif sur des critères écologiques et sociaux, refinancés par la Banque centrale européenne ; une renégociation des dettes, jusqu'à certaines annulations, conditionnée là encore au respect de critères sociaux et écologiques ;

une aide à la transformation agro écologique (dont la mise à niveau aux normes environnementales) avec des prêts à taux négatifs, financés par un fonds public de bonification, privilégiant le secteur mutualiste, refinancé par la BCE, sous condition d'engagements écologiques et sociaux précis, suivis en lien avec les conférences permanentes. Le PCF salue les initiatives menées dans le cadre de cette 20e Semaine pour les alternatives aux pesticides et plaide pour une réponse politique s'inscrivant en rupture des dynamiques contemporaines du capitalisme agraire.

Une transformation agroécologique s'impose et les communistes souhaitent prendre toute leur part pour bâtir de nouveaux Jours heureux pour notre agriculture, l'environnement et la santé publique.

Une Fête de l'Humanité pour la paix, la solidarité internationale et la rencontre avec les propositions du Parti communiste.

Dans le contexte actuel en France et dans ce moment privilégié de solidarité et de fraternité, la fête sera un lieu d'organisation des combats et des luttes à mener pour changer la situation. Une fête qui réunit des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, et un public qui vient principalement pour ce qu'elle est : un mélange politique et festif, de culture, loin du racisme et des fausses solutions, c'est en soi un événement.

12, 13 et 14 septembre 2025 au Plessis-Pâté.

La diffusion du bon de soutien donnant droit à l'entrée sur trois jours est en cours auprès des militants du PCF au prix de 45 euros.



L'âge de la retraite : illustration de la lutte des classes.

Une seule solution l'abrogation de la loi.

Le refus du recul de l'âge de la retraite est très majoritaire chez les salariés. L'échec du conclave sur les retraites, instrumenté par Bayrou et Macron, est là. Les formations de gauche lancent la censure contre le gouvernement Bayrou. Le parti RN a déjà annoncé qu'il ne voterait pas la censure, se rangeant aux côtés des patrons et de Bayrou.

Dans ce conclave, le Medef était à la manœuvre pour obtenir de nouveaux reculs sociaux, à la faveur de l'absence de la pression des salariés. Contrairement aux affirmations des capitalistes et des idéologues qui leur sont associés, la retraite à 60 ans est finançable au regard des profits engrangés par les actionnaires des entreprises.

La bataille continue donc. Reste à aider à la mobilisation, à analyser pourquoi les patrons, gros ou petits, ainsi que les actionnaires et bien sûr les politiciens qui leur sont attachés idéologiquement, sont si acharnés à la hausse du temps de travail sous toutes ses formes, avec en ce moment l'exigence du recul de l'âge de la retraite.

Comprendons d'abord que le profit est lié au surtravail, qui est la différence entre le temps de travail global effectué, qui génère de la valeur des marchandises ou des services, et le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail des salariés (rémunéré sous forme de salaires en fonction d'une époque donnée). On peut augmenter le temps de travail effectué et augmenter le nombre des marchandises ou des services par le prolongement de la journée de travail, de la durée mensuelle, annuelle ou de toute la vie des salariés.

Avec le PCF je passe à l'action !

J'adhère au Parti Communiste Français

Je souhaite recevoir l'Éveil numérique

Je souhaite recevoir les informations générales du PCF

Nom : Prénom :
Adresse :
Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE